Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE
L'ALIMENTATION

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDCAR/2021-979** **23/12/2021**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 13

Objet : Appel à candidatures : 13 postes dans le 2ème cercle et MAD

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; la fiche correspondante mentionnant les personnes à contacter est jointe en annexe à la présente note.

FranceAgriMer :

- 1 poste d’administrateur systèmes
Date limite de candidature :23/01/2022

- 1 poste de contrôleur pluri-filières
Date limite de candidature : 23/01/2022

- 1 poste de chef.fe d’unit é suite de contrôles
Date limite de candidature : 20/01/2022

- 1 poste de chef.fe de service visa des interventions
Date limite de candidature : 23/01/2022

- 1 poste d’adjointe de l’unité CAAM
Date limite de candidature : 30/12/2022

Agence de services et de paiement :

- 1 poste de directeur régional
Date limite de candidature : 28/01/2022

- 1 poste de directeur régional
Date limite de candidature : 14/01/2022

- 1 poste de Contrôleur-expert
Date limite de candidature : 13/01/2022

- 1 poste de Référent fonctionnel
Date limite de candidature : 20/01/2022

- 1 poste de gestionnaire de procédures complexes
Date limite de candidature : 20/01/2021

Mise à disposition - Ecole Nationale des Services Vétérinaires (ENSV-FVI):

- 1 poste de responsable de la plateforme PRISME : formation en élevage et santé animale aux Suds
Date limite de candidature : 23 /01/2022:

Institut Français du Cheval et de l’Equitation :

- 1 poste de chef/cheffe de projet informatique
Date limite de candidature : 21/02/2022

- 2 postes de soigneur – Gestionnaire domaine agricole
Date limite de candidature : 20/01/2022

Le sous-directeur de la gestion
des carrières et de la rémunération

Laurent BELLEGUIC

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Administrateur Systèmes

Secrétariat Général / Service Systèmes d'information / Unité Infrastructure et Production

N° appel à candidature : 20205	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 1	**Cotation Groupe RIFSEEP :** **Groupe 4 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement** **Groupe 4 si corps des attachés d'administration de l'Etat**
Filière d'emploi : 21 - Numérique et systèmes d'information et de communication	
Poste susceptible d'être vacant	**Localisation :** **12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex**

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.
La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche.
Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance rénovée.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Au sein de l'établissement, le service Systèmes d'information, rattaché au Secrétariat général est chargé de l'ensemble des travaux de maitrise d'œuvre informatique dans les domaines de la production, des études et des développements informatiques. Il est composé de l'unité « Infrastructure et Production » et deux unités études et développements (unité « système d'information gestion des aides » et unité « services communs et systèmes d'information pour l'appui aux filières et l'information économique).

L'unité Infrastructure et Production déploie, administre et sécurise les infrastructures informatiques. Elle assure la production des traitements informatisés et est garante de la disponibilité des ressources informatiques.

Dans ce but, l'unité dispose d'un parc d'environ 500 serveurs (virtualisés à plus de 95%), et d'infrastructures de stockage (NetApp, PureStorage), de virtualisation et de sauvegardes, supervisés par Centreon. L'établissement dispose d'un PCI et d'un PRI, dans le cadre d'une certification ISO 27001, obtenue et maintenue depuis 2017.

L'unité assure également l'exploitation d'une quarantaine d'applications web java (serveurs d'application Glassfish/Payara et bases Solaris/Oracle).

Ce poste est rattaché à l'unité Infrastructures et Production.

Objectifs du poste

Contribue et assure les procédures de gestion et administrer les composants système, d'infrastructures logicielles, de réseaux, de bases de données et de sites des systèmes d'information pour en assurer la cohérence, la qualité et la sécurité.

Missions et activités principales :

En s'appuyant sur les prescriptions techniques du responsable du pôle production, responsable hiérarchique direct, les missions sont :

- d'assurer l'administration de systèmes d'exploitation Unix;
- d'apporter une expertise technique et de réaliser de la veille sur le périmètre concerné ;
- de veiller au maintien de la conformité des procédures sous sa responsabilité à la norme de sécurité ISO/CEI 27001.
- De renforcer les équipes sur les points précités

Relations fonctionnelles du poste :

Le chef de l'unité, le responsable du pôle production, les membres de l'équipe du domaine production, les membres des autres domaines de l'unité.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaissance approfondie des systèmes d'exploitation Unix
- Capacité d'analyse, rigueur, esprit d'équipe
- Etre force de proposition.
- Connaissances appréciées des serveurs d'application Java et des infrastructures de sauvegardes

Savoir-faire / Maîtrise

- Administration OS Unix

Les savoir-faire suivants seraient un plus :

- Administration servers d'application Java
- Administration d'infrastructure de sauvegarde

- Sens du service et des relations humaines.
- Autonomie et esprit l'initiative.
- Aptitude au travail en équipe.
- Rigueur et sens des priorités.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

	- Capacité à analyser rapidement une situation.

Diplôme – Expérience professionnelle

Bac+3 minimum – expérience idéalement acquise dans le secteur public

Contraintes du poste :

Astreintes possibles

Poste clé[1] :	Oui Non ■
Poste à caractère sensible[2] :	Oui Non ■
Poste à privilèges[3] :	Oui ■ Non

Personnes à contacter

Sébastien DUTEÏS – Chef du service Systèmes d'information – Tél. : 01.73.30.26.85
sebastien.duteis@franceagrimer.fr

Blaise COLLIN, Chef de l'unité Infrastructures et Production – Tél. : 01 73 30 23 14
b-f.collin@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement Mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 23/01/2022

Le dossier de candidature doit comporter :
- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Contrôleur pluri-filières

Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de la région Grand Est

Service Régional de l'Economie Agricole et de l'Agroalimentaire / Pôle FranceAgriMer

4 Rue Dom Pierre Pérignon - 51000 CHÂLONS EN CHAMPAGNE

N° appel à candidature : 20260	**Catégorie : B**
Cotation parcours professionnel : 2	**Cotation Groupe RIFSEEP :** **2 si corps des techniciens supérieurs ou des secrétaires administratifs**
Filière d'emploi : 3 – Contrôle	
Poste vacant	**Localisation : Châlons en Champagne (51000)**

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche.
Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :
• met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
• assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

• organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance rénovée.

Le Service Régional d'Economie Agricole et d'Agroalimentaire (SREAA) assure une fonction de pilotage, d'animation et d'appui à la mise en œuvre au niveau régional des politiques publiques agricoles et agroalimentaires européennes et nationales. Composé d'une cinquantaine d'agents répartis sur 3 sites, le service s'organise en 4 pôles par domaine de compétences :
- pôle « performance environnementale et valorisation des territoires » (Châlons-en-Champagne) ;
- pôle « FranceAgriMer » (Châlons-en-Champagne avec des unités à Metz et Strasbourg) ;
- pôle « compétitivité des entreprises » (Metz) ;
- pôle « suivi des programmations » (Strasbourg) ;

Seul pôle du SREAA réparti sur les 3 sites de la DRAAF, le pôle FranceAgriMer se compose d'environ 25 agents issus de FranceAgrimer et du Ministère en charge de l'agriculture.

Fort de cette double origine et de cette richesse de compétences, le pôle regroupe l'ensemble des missions de suivi, d'animation et de mise en œuvre des dispositifs de soutien aux filières. Compétent à la fois sur le secteur agricole et agroalimentaire, il privilégie une approche transversale des filières, de l'amont à l'aval.

Pour assurer la proximité avec les partenaires professionnels et les porteurs de projets, le pôle s'articule autour de 4 unités spécialisées :
- unité « grandes cultures » à Châlons en champagne ;
- unité « investissement vitivinicole » ; à Châlons en champagne et à Strasbourg ;
- unité « productions viticoles et certification houblon » à Strasbourg ;
- unité « contrôle » à Châlons, Metz et Strasbourg.

Objectifs du poste

Sous l'autorité hiérarchique du responsable des contrôles, le contrôleur pluri-filières assure les contrôles en entreprises et/ou exploitations conformément aux réglementations nationales ou communautaires.

Missions et activités principales :

Les missions du contrôleur de l'unité sont notamment :
- préparer (phase administrative), réaliser les contrôles sur place et rédiger les rapports de contrôle,
- mettre à jour le logiciel suivi des contrôles,
- contribuer à la supervision de dossiers de contrôle,
- en cas de besoin, participer à la gestion administrative de dossiers d'aides.

Les contrôles sont réalisés dans l'ensemble des filières agricoles du Grand-Est (aides aux investissements vitivinicoles, filière céréale, filière élevage et autres filières).

Les missions sont susceptibles d'évoluer selon les besoins du service ou de l'établissement ou de l'établissement.

Relations fonctionnelles du poste :

- Interne : agents de la DRAAF, agents du siège de FranceAgriMer.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

- Externe : entreprises et bénéficiaires des différents dispositifs, autres services administratifs, organismes professionnels agricoles, corps de contrôle externe

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaissance des politiques agricoles et des filières agricoles ;
- Connaissances techniques et agronomiques en productions animales et végétales ;
- Maîtrise des réglementations communautaires et nationales applicables ;
- Maîtrise des principes de comptabilité générale (entreprises et exploitations) et de la comptabilité matières ;
- Connaissance du contexte organisme payeur.

Savoir-faire / Maîtrise

- Autonomie, adaptabilité et réactivité ;
- Sens de l'organisation, capacité d'analyse et de synthèse ;
- Maîtrise des procédures et des applicatifs métiers et des outils de contrôle ;
- Maîtrise des outils bureautiques ;
- Rigueur et méthode ;
- Capacité à rechercher l'information et la documentation pertinente, à la partager et la transmettre ;
- Capacités rédactionnelles ;
- Aptitude au travail en équipe et à rendre compte.

Diplôme – Expérience professionnelle

Pour les candidats contractuels minimum baccalauréat validé et expérience professionnelle valorisable pour le poste demandé.

Contraintes du poste :

Des déplacements réguliers liés aux contrôles sur place sont à prévoir sur l'ensemble de la région Grand-Est et des appuis très ponctuels à d'autres régions, pouvant impliquer des découchés.

Poste clé[1] :	Oui Non ☒
Poste à caractère sensible[2] :	Oui ☒ Non
Poste à privilèges[3] :	Oui Non ☒

Personnes à contacter

Fabrice GUICHON, chef du service Régionale d'Economie Agricole et Agroalimentaire
tél : 03 26 66 20 11
fabrice.guichon@agriculture.gouv.fr

Vincent GUEUTIER – Chef du pôle FranceAgriMer
Tél : 03.26.66.20.43
vincent.gueutier@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Conditions de travail :

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale
.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 23/01/2022

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chef(fe) de l'unité « Suites de contrôles »

Secrétariat général / Juridique et coordination communautaire / Suites de contrôles

N° appel à candidature : 20278	**Catégorie :** A
Cotation parcours professionnel : 2	**Cotation Groupe RIFSEEP :** **2 si corps des attachés d'administration** **2 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement**
Filière d'emploi : 20 - Affaires juridiques	
Poste vacant **Prise de fonction souhaitée dès que possible**	**Localisation : MONTREUIL** 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.
La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

L'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer) est, avec le ministère de l'agriculture et de l'alimentation, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche.
Ses principales missions consistent à :
- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche,
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,
- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés,
- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.

Le poste proposé est rattaché au Service juridique et de coordination communautaire au sein du Secrétariat général. Ce service est chargé d'assurer la sécurité juridique de l'Établissement par toute activité de conseil ou de défense de ses intérêts y compris au contentieux; d'offrir une assistance juridique aux partenaires externes de l'Établissement (Ministère ou filières) et de veiller au respect de ses obligations règlementaires en tant qu'organisme payeur de la PAC.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Objectifs du poste

Assurer l'encadrement de l'unité Suites de contrôles et veiller à ce que les suites appropriées soient données aux contrôles dont l'exploitation relève de l'unité

Missions et activités principales :

- Définir les missions des agents et organiser le travail au sein de l'unité :
- Elaborer les procédures et superviser leur bonne exécution ;
- Programmer et superviser l'exploitation les contrôles reconnaissance des organisations de producteurs autres que fruits et légumes ;
- Superviser les suites données aux contrôles a posteriori relevant du règlement (UE) n°1306/2013 ;
- Superviser le traitement des recours gracieux ;
- Superviser les fiches d'alerte relatives aux soupçons de fraude décelés dans le cadre des contrôles a posteriori et informer les autres services de l'établissement ;
- Effectuer, en relation avec les deux autres unités du service, les analyses juridiques nécessaires à l'exploitation des rapports de contrôles ;
- Mettre en place des tableaux de bord et de pilotage dans le domaine d'activité ;
- Etre l'interlocuteur privilégié du Secrétariat de la Commission interministérielle de coordination des contrôles (CICC) des fonds communautaires agricoles ;
- Superviser et valider les décisions de gestion de la Direction générale ;
- Superviser les travaux de pilotage des contrôles croisés FEAGA/FEADER ;
- Rédiger des notes d'analyse, fiches de synthèse, procédures et comptes rendus dans le domaine d'activité ;
- Rendre compte à la cheffe de service et à la Direction générale
- Piloter des dossiers spécifiques.

Relations fonctionnelles du poste :

- A l'externe : M COSA, DGDDI, CICC, CCCOP,
- En interne : unité « Coordination et expertise européenne », unité « Affaires juridiques », services gestionnaires des aides européennes, Agence comptable, SCIAP.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

– Expérience en matière de gestion des aides de la PAC ;
– Connaissance de la réglementation européenne ;
– Respect des délais et échéances ;
– Capacité à remonter et à rendre compte des difficultés rencontrées.

Savoir-faire / Maîtrise

– Capacité d'expertise et d'analyse de textes règlementaires ;
– Qualités rédactionnelles et de synthèse
– Maîtrise des outils bureautiques ;
– Autonomie, rigueur et méthode ;
– Sens du contact et aisance dans la communication ;
– Animation d'équipe ;
– Respect des délais et échéances ;
– Capacité à remonter et à rendre compte des difficultés rencontrées.

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum bac+3 expérience dans secteur public souhaitée

Contraintes du poste :

Possibles déplacements à Bruxelles

Poste clé[1] :	Oui Non ⊗
Poste à caractère sensible[2] :	Oui ⊗ Non
Poste à privilèges[3] :	Oui Non ⊗

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Personnes à contacter

Benjamin THYWISSEN, chef du service juridique et de coordination communautaire – Tél : 01.73.30.31.80
benjamin.thywissen@franceagrimer.fr

Jean-Pierre VALLEE Adjoint au chef du service "Juridique et coordination communautaire" – Tél : 01.73.30.25.52
jean-pierre.vallee@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 20/01/2022

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chef du service Visa des interventions

Agence comptable / Service Visa des interventions

N° appel à candidature : 20288	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 3 et plus	**Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 1 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement** **Groupe 1 si corps des attachés d'administration de l'Etat**
Filière d'emploi : 19 - Gestion financière, budgétaire et comptable	
Poste vacant – Prise de fonction souhaitée au 01/02	**Localisation : 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex**

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.
La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

Une Agence comptable commune a été mise en place le 1er mai 2020 entre l'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer), l'Office de développement de l'économie agricole d'Outre-Mer (ODEADOM), de l'Institut national de l'origine et de la qualité (INAO) et du groupement d'intérêt public « Agence française pour la développement et la promotion de l'agriculture biologique » (Agence Bio).

Support de l'emploi, FranceAgriMer est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche. Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement. Ses missions consistent principalement à :

- Mettre en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;

- Assurer un suivi des marchés, propose des expertises économiques et techniques, par exemple, en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
- Organiser le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance rénovée.

Créé en 1984, l'ODEADOM est le pendant de FranceAgriMer pour l'outre-mer. Il est chargé d'œuvrer en faveur de l'économie agricole pour les cinq départements d'outre-mer et trois collectivités d'outre-mer (Saint-Barthélemy, la partie française de Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon).

L'INAO accompagne les producteurs qui s'engagent dans les démarches de qualité et gère plus globalement les signes d'identification de l'origine et de la qualité pour les produits fabriqués en France qui sont des signes officiels en France (AOC, AOP, IGP, AB (agriculture biologique) et label rouge).

L'Agence Bio a pour mission de communiquer et d'informer sur l'agriculture biologique et ses produits, de développer et d'approfondir l'Observatoire national de l'agriculture biologique, de faciliter la concertation entre partenaires, de contribuer au développement de la structuration des filières et de gérer les notifications des producteurs et autres opérateurs certifiés.

Une soixantaine d'agents des établissements concourent aux missions de l'Agence comptable, qui se caractérisent par l'importance des opérations sur crédits européens (environ 800M€/an).

Le service Visa des interventions regroupe les agents et les activités relatives aux aides nationales et aux aides européennes de FranceAgriMer, de l'ODEADOM et de l'Agence Bio. L'équipe d'une trentaine de personnes est répartie en 4 unités, placées sous la responsabilité de chefs d'unité, et une mission. L'une des unités (7 agents) est située au sein de la délégation nationale de Libourne (Gironde). Il est chargé :

- Du visa, c'est-à-dire la réalisation des contrôles relevant du comptable public (ordres de payer et ordres de recouvrer) des mesures d'intervention ;
- De la gestion des cautions bancaires présentées par les entreprises bénéficiaires des dispositifs d'aide ;
- Des relations avec les différents corps de contrôle interne à FranceAgriMer ou à l'ODEADOM et externe, notamment la Commission de certification des comptes des organismes payeurs (C3OP).

Objectifs du poste

- Coordonner et animer les équipes pour assurer la bonne répartition de la charge de travail, renforcer l'harmonisation des pratiques, la polyvalence et l'efficience des unités ;
- Piloter les opérations de modernisation des outils et des procédures ;
- Veiller à la qualité des opérations de contrôle relevant de l'agent comptable ;
- Assurer la qualité du dialogue avec les services gestionnaires ;
- Organiser les activités du service pour garantir le respect des conditions d'agrément en tant qu'organisme payeur européen.

Missions et activités principales :

- Pilotage et organisation de l'activité du service ;
- Participation au processus de mise en place des dispositifs d'aide avec les services gestionnaires ;
- Pilotage des outils de modernisation et des méthodes (nouvel outil unique de visa, e-caution, finalisation de la dématérialisation des procédures, …) ;
- Préparation des projets de réponse aux audits internes et externes.

Relations fonctionnelles du poste

Pour FranceAgriMer, services gestionnaires (direction Interventions, direction Marchés, études et prospective, mission Affaires européennes et internationales), service Juridique et de Coordination communautaire, service Systèmes d'information.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Pour l'ODEADOM, services gestionnaires (Secrétariat général, Service des productions de diversification, Service des grandes cultures), Services des contrôles et de suivi des audits et Direction.

Pour l'Agence Bio, la Direction.

Auditeurs internes et externes,

- Autres services de l'Agence comptable.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Capacité à piloter et à manager.
- Aptitude à la conduite de projets.
- Connaissance des règles de la comptabilité publique.
- Connaissance de la règlementation européenne appréciée.

Savoir-faire / Maîtrise

- Capacité d'analyse, autonomie, prise d'initiative, qualités relationnelles
- Aptitudes managériales confirmées
- Savoir rédiger (comptes rendus, notes, procédures)
- Maîtrise des outils bureautiques

Diplôme – Expérience professionnelle

Pour les candidats contractuels formation bac+3 minimum et / ou expérience professionnelle en rapport avec les missions du poste

Contraintes du poste :

Pas de contrainte particulière

Poste clé[1] :	Oui ■ Non
Poste à caractère sensible[2] :	Oui ■ Non
Poste à privilèges[3] :	Oui Non ■

Personnes à contacter

Jean-Marc ECOIFFIER, Agent comptable
jean-marc.ecoiffier@franceagrimer.fr - Tél. : 01.73.30.23.00

Rodolphe JAYET-GENDROT, Fondé de pouvoir de l'agent comptable
rodolphe.jayet-gendrot@franceagrimer.fr - Tél. : 01.73.30.27.19

Christophe DURUT, Fondé de pouvoir de l'agent comptable
christophe.durut@odeadom.fr - Tél. : 01 41 63 19 54

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
Mobilite@franceagrimer.fr / Tél : 01.73.30.22.35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.
L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 23/01/2022

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Adjoint(e) à la cheffe de l'Unité CAAM et coordinateur(trice) du dispositif « Aide alimentaire » - Poste à enjeux

Direction des Interventions / Service Marchés, Certificats et Qualité / Unité Certificats, Aide Alimentaire et Meunerie

N° appel à candidature : 20291	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 2	**Cotation Groupe RIFSEEP :** **Groupe 3 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement** **Groupe 3 si corps des attachés d'administration de l'Etat**
Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides	
Poste vacant – prise de fonction dès que possible	**Localisation :** **12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex**

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 1 an (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est un établissement public sous tutelle sur Ministère en charge de l'agriculture.

Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance rénovée fin 2019.

FranceAgriMer opère également pour le compte de la direction générale de la cohésion sociale (DGCS - Ministère des solidarités et de la santé) de la gestion du Fonds européen d'aide au plus Démunis (FEAD). La mission de FranceAgriMer a été confirmée dans la cadre du FSE+, lequel englobera à compter de 2022 l'ensemble des aides sociales de l'UE, pour toute la période de programmation (7 ans).

Dans le cadre de ses missions, l'unité « Certificats, Aide Alimentaire et Meunerie » de la Direction des interventions de FranceAgriMer est chargée de la délivrance, du suivi et de l'apurement des certificats UE

import/export, de CERTIVETO (support technique financement national), de CERTIPHYTO (support technique délivrance diplôme), des contingents de meunerie ainsi que l'achat et le transport, par l'intermédiaire de marchés publics, des denrées destinées aux associations caritatives qui en assurent la distribution auprès des bénéficiaires de l'aide alimentaire.

L'unité est composée de 2 pôles regroupant 23 agents, dont 8 affectés au pôle « Certificats et Meunerie » et 13 affectés au dispositif « Aide Alimentaire ».

Objectifs du poste

Le poste consiste à assister et suppléer la cheffe d'unité dans l'exercice de ses fonctions et plus particulièrement d'assurer la coordination entre les différentes tâches du dispositif « Aide Alimentaire » dans le cadre d'une réingénierie des modalités d'achat (marchés publics évalués à plus de 800M€ sur 7 ans).

Il s'agit d'une création de poste au sein de l'unité « Certificats, Aide Alimentaire et Meunerie » de la direction des Interventions.

Missions et activités principales :

- Participer à l'organisation et à l'animation de l'Unité composée d'une vingtaine d'agents.
- Assister et suppléer la cheffe d'unité dans l'exercice de ses fonctions.
- Assurer le pilotage du dispositif « Aide Alimentaire » :
    - Organiser les flux d'informations.
    - Cordonner et prioriser les tâches entre les différentes cellules.
    - Assurer le suivi de l'activité.
    - Concevoir, adapter et mettre à jour les procédures.
    - Conduire le projet de réingénierie des processus d'achat (séparation des marchés denrées et logistiques ; introductions de marchés pluriannuels) avec l'autorité de gestion du FEAD / FSE+, les associations caritatives, les fournisseurs de denrées et le logisticien ainsi qu'avec nos équipes.
    - Contribuer au dialogue de gestion avec les associations caritatives pour optimiser l'approvisionnement des centres de distribution d'aide alimentaire dans un contexte de forte tension sur des marchés internationaux de matière premières.
- Respecter les calendriers des appels de fonds relatifs aux déclarations des dépenses « Aide Alimentaire » auprès de l'UE.
- Répondre aux auditeurs en charge du contrôle des dépenses.
- Etre force de proposition quant à l'optimisation de la gestion du dispositif « Aide Alimentaire ».

Relations fonctionnelles du poste :

- Les agents de l'unité
- Les services support sollicités pour les missions de l'unité (unité Contrôles, service financier, service juridique, Agence comptable, DCSF,…).
- Les corps de contrôle interne et externe
- Les fournisseurs / les prestataires
- Les services de la direction générale de la cohésion sociale, du ministère de l'agriculture et de la Commission européenne.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Expérience dans l'animation d'équipe.
- Formation ou expérience dans le domaine des marchés publics et/ou de la logistique et des transports.
- Contexte communautaire « Fonds structurels ».

Dans le cadre du parcours d'intégration : un accompagnement par le biais de formation ou de tutorat sera proposé si besoin au candidat pour s'approprier le domaine d'intervention et sa réglementation.

Savoir-faire / Maîtrise

- Travailler en équipe et en réseau
- Mobiliser les ressources en interne comme en externe
- Conduite de projet
- Technique de management

Savoir être :

- Adaptabilité,
- Excellent relationnel et bonne communication
- Capacité d'anticipation, d'analyse et de synthèse
- Rigueur,
- Réactivité
- Autonomie
- Gestion du stress

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum bac+ 3 et / ou expérience professionnelle en rapport avec les missions du poste

Contraintes du poste :

Missions pouvant impliquer des contraintes horaires liées à la gestion de crise qui implique une forte réactivité dans le travail.

Mission pouvant nécessiter des déplacements de contrôle dans les entrepôts du logisticien.

Poste clé[1] :	Oui	Non ■
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non ■
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non ■

Personnes à contacter

Christophe DASSIE – Direction des Interventions

Tél : 01.73.30.24.30 – christophe.dassie@franceagrimer.fr

Cécile HERBILLON – Direction des interventions

Tel : 01.73.30.23.80 – cecile.herbillon@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE - Chargée de mission recrutement
Tél. : 01.73.30.22.35 - Mobilite@franceagrimer.fr

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 30/12/2021

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Agence de Services et de Paiement

Direction Régionale Bourgogne Franche Comté
8 A Boulevard Winston Churchill
BP 17039
21070 Dijon Cedex

Directeur Régional (H/F)

N° du poste : R21023 **Catégorie : A**	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 3	**Groupe RIFSEEP (filière administrative) : 1**
Poste vacant **Date limite de candidature : 14 janvier 2022**	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère du Travail. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil) et comporte un réseau de 17 directions régionales implantées en métropole et outre-mer. La Direction régionale Bourgogne Franche Comté couvre les 8 départements de la région et est composée de 68 agents titulaires et plus d'une cinquantaine d'agents contractuels répartis sur 2 sites (Dijon et Besançon) déclinant au plan régional les missions notamment des domaines agricole, de l'investissement, de l'emploi et de la formation professionnelle, du social et de l'écologie, en assurant la gestion, le paiement, et le contrôle des aides publiques européennes, nationales et régionales. Elle est structurée en quatre services : le service général ; le service régional de gestion des aides ; le service agriculture et développement rural et le service soutiens directs agricoles. Le (la) Directeur (trice) Régional(e) est secondé(e) par un Directeur Régional adjoint (basé à Besançon).
Objectifs du poste	Le (la) Directeur (rice) Régional(e) met en œuvre les orientations définies au niveau national pour sa région et participe à la définition de la stratégie de l'établissement. Il(elle) assure le pilotage de l'activité au plan local et s'assure de la bonne organisation et du bon fonctionnement de ses équipes. Le (la) Directeur (rice) Régionale(e) représente l'ASP dans sa région. A ce titre, il est l'interlocuteur privilégié des services de l'Etat (Préfets, DRAAF, DREETS, DRAJES, DDT(M), DDETS, DDPP, DDETS-PP) des collectivités territoriales (Conseil régional, Conseils départementaux) et des établissements publics (Pôle Emploi, missions locales).
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	- Administrer et gérer la direction régionale. - Définir les objectifs principaux et les priorités auprès de ses collabotateurs directs. - Animer les réunions (éléments de contexte, pédagogie sur les orientations…) - Elaborer les notes de service, participer à l'élaboration de notes de procédures locales - Le cas échéant, co-animer des points fixes de l'encadrement intermédiaire des services (en relation avec le chef de service) - Définir les moyens nécessaires à la mise en œuvre de la stratégie et à la production que ses services doivent assurer

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">
- Négocier et s'engager sur des résultats à atteindre en fonction des moyens attribués
- Assurer un suivi budgétaire, rendre compte de son suivi, proposer des modifications budgétaires
- Suivre les tableaux de bord : des activités, des résultats, des relevés de points d'alerte
- Mettre en œuvre des mesures correctives et être force de proposition constante auprès de la direction générale
- Définir les missions et les objectifs de ses collaborateurs
- Elaborer et actualiser régulièrement des fiches de poste
- Evaluer les agents, suivre l'actualisation de la gestion prévisionnelle des activités et des emplois
- Suivre la mise en œuvre du contrôle interne
- Animer les instances de dialogue social locales
- Représenter l'ASP sur un plan technique et réglementaire général de l'établissement dans les instances extérieures

La tenue du poste nécessite polyvalence, disponibilité, capacité managériale et aptitudes relationnelles
</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">La direction générale, toutes les directions du siège et directions régionales, les services centraux et déconcentrés de l'Etat, les partenaires (collectivités territoriales, organisations socio-professionnelles…).</td></tr>
<tr><td>Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td></td><td>Connaissances solides en droit, économie et/ou sciences et techniques,

Connaissance de l'environnement professionnel et de ses enjeux,

Connaissance de l'organisation et du fonctionnement de l'Etat et des Collectivités Territoriales,

Règles de gestion comptable et budgétaire,

Médias et techniques de communication,

Techniques de management,

Aisance à s'approprier de nouveaux systèmes d'information

Connaissance du fonctionnement des structures administratives au plan européen, national, régional et de leurs règles.</td><td>Capacité d'organisation, de pilotage,

Elaborer le budget du site et en piloter l'exécution,

Capacité à déléguer,

Capacité d'initiative,

Gérer une relation externe,

Aptitude à la prise de décision,

Capacité à fixer des objectifs cohérents,

Capacité à mobiliser et valoriser les compétences,

Aptitude à prévenir, arbitrer et gérer les conflits,

Attention portée au développement professionnel des collaborateurs,

Animation d'équipe</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">M. Stéphane LE-MOING, Président directeur général
Tél. 05 55 12 00 17 - courriel : stephane.le-moing@asp-public.fr

M. François PROJETTI, Directeur général délégué,
Tél. 05 55 12 00 16 - courriel : francois.projetti@asp-public.fr

M Vianney BOURQUARD, Secrétaire général
Tél. 05 55 12 00 27 - courriel : vianney.bourquard@asp-public.fr

Mme Stéphanie ROUVERON, Directrice des Ressources Humaines
Tél. 05 55 12 00 53 – courriel : stephanie.rouveron@asp-public.fr

Mme Sandrine DUPUY, Conseillère recrutement mobilité formation
Tél. 05 55 12 00 – courriel : mobilite@asp-public.fr</td></tr>
</table>

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Agence de Services et de Paiement

Direction régionale GRAND EST
4 rue Piroux
54 007 NANCY cedex

Directeur Régional (H/F)

N° du poste : R54014 **Catégorie : A**	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 3	**Groupe RIFSEEP (filière administrative) : 1**
Poste vacant / SREPES **Date limite de candidature : 28 janvier 2022**	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère du Travail. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil) et comporte un réseau de 17 directions régionales implantées en métropole et outre-mer. La Direction régionale Grand Est couvre les 10 départements de la Région et est composée d'une centaine (80 titulaires et une vingtaine de CDD) d'agents répartis sur 3 sites (Chalons en Champagne , Nancy et Strasbourg) déclinant au plan régional les missions notamment des domaines agricole, de l'investissement, de l'emploi et de la formation professionnelle, du social et de l'écologie, en assurant la gestion, le paiement, et le contrôle des aides publiques européennes, nationales et régionales. Elle est structurée ainsi : un service administratif et financier ; un pôle informatique et Valorisations de Données ; un service des contrôles ; un service agriculture et développement rural, et un service Formation Professionnelle, Emploi et Aides Economiques. Le (la) Directeur (trice) Régional(e) est secondé(e) par un Directeur Régional adjoint (basé à Nancy).
Objectifs du poste	Le (la) Directeur (rice) Régional(e) met en œuvre les orientations définies au niveau national pour sa région et participe à la définition de la stratégie de l'établissement. Il(elle) assure le pilotage de l'activité au plan local et s'assure de la bonne organisation et du bon fonctionnement de ses équipes. Le (la) Directeur (rice) Régionale(e) représente l'ASP dans sa région. A ce titre, il est l'interlocuteur privilégié des services de l'Etat (Préfets, DRAAF, DREETS, DRAJES, DDT(M), DDETS, DDPP, DDETS-PP) des collectivités territoriales (Conseil régional, Conseils départementaux) et des établissements publics (Pôle Emploi, missions locales).
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	- Administrer et gérer la direction régionale. - Définir les objectifs principaux et les priorités auprès de ses collabotateurs directs. - Animer les réunions (éléments de contexte, pédagogie sur les orientations…) - Elaborer les notes de service, participer à l'élaboration de notes de procédures locales - Le cas échéant, co-animer des points fixes de l'encadrement intermédiaire des services (en relation avec le chef de service) - Définir les moyens nécessaires à la mise en œuvre de la stratégie et à la production que ses services doivent assurer - Négocier et s'engager sur des résultats à atteindre en fonction des moyens attribués

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">
- Assurer un suivi budgétaire, rendre compte de son suivi, proposer des modifications budgétaires
- Suivre les tableaux de bord : des activités, des résultats, des relevés de points d'alerte
- Mettre en œuvre des mesures correctives et être force de proposition constante auprès de la direction générale
- Définir les missions et les objectifs de ses collaborateurs
- Elaborer et actualiser régulièrement des fiches de poste
- Evaluer les agents, suivre l'actualisation de la gestion prévisionnelle des activités et des emplois
- Suivre la mise en œuvre du contrôle interne
- Animer les instances de dialogue social locales
- Représenter l'ASP sur un plan technique et réglementaire général de l'établissement dans les instances extérieures

La tenue du poste nécessite polyvalence, disponibilité, capacité managériale et aptitudes relationnelles
</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">La direction générale, toutes les directions du siège et directions régionales, les services centraux et déconcentrés de l'Etat, les partenaires (collectivités territoriales, organisations socio-professionnelles…).</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>Connaissances solides en droit, économie et/ou sciences et techniques,

Connaissance de l'environnement professionnel et de ses enjeux,

Connaissance de l'organisation et du fonctionnement de l'Etat et des Collectivités Territoriales,

Règles de gestion comptable et budgétaire,

Médias et techniques de communication,

Techniques de management,

Aisance à s'approprier de nouveaux systèmes d'information

Connaissance du fonctionnement des structures administratives au plan européen, national, régional et de leurs règles.</td><td>Capacité d'organisation, de pilotage,

Elaborer le budget du site et en piloter l'exécution,

Capacité à déléguer,

Capacité d'initiative,

Gérer une relation externe,

Aptitude à la prise de décision,

Capacité à fixer des objectifs cohérents,

Capacité à mobiliser et valoriser les compétences,

Aptitude à prévenir, arbitrer et gérer les conflits,

Attention portée au développement professionnel des collaborateurs,

Animation d'équipe</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">M. Stéphane LE-MOING, Président directeur général
Tél. 05 55 12 00 17 - courriel : stephane.le-moing@asp-public.fr

M. François PROJETTI, Directeur général délégué,
Tél. 05 55 12 00 16 - courriel : francois.projetti@asp-public.fr

M. Vianney BOURQUARD, Secrétaire général
Tél. 05 55 12 00 27 - courriel : vianney.bourquard@asp-public.fr

Mme Stéphanie ROUVERON, Directrice des Ressources Humaines
Tél. 05 55 12 00 53 – courriel : stephanie.rouveron@asp-public.fr

Mme Patricia BELHADJ, Conseillère recrutement mobilité formation
Tél. 05 55 12 00 36 – courriel : mobilite@asp-public.fr</td></tr>
</table>

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Agence de Services et de Paiement
Direction régionale Corse-PACA
19, boulevard Georges Pompidou, BP 20929 - 20100 Ajaccio Cedex

Contrôleur référent (H/F)

N° du poste : R25007 **Catégorie : A**		
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 1	**Groupe RIFSEEP ASP : 4**	
Poste susceptible d'être vacant / SREPES **Date limite de candidature : jeudi 13 janvier 2022**		
Présentation de l'environnement professionnel	L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère du Travail. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil-sous-Bois) et comporte un réseau de 17 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer. Le poste proposé est rattaché au chef de l'antenne corse de la Direction Régionale de l'ASP Corse-PACA. La résidence administrative est Ajaccio.	
Objectifs du poste	L'objectif est de seconder **sur le terrain** le chef de service dans le domaine des contrôles agricoles.	
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	L'essentiel des missions à assurer se situent sur le terrain : - Réaliser des contrôles terrain (surfaciques et animaux) - Assurer la formation des équipes de contrôleurs - Assurer l'encadrement sur le terrain des équipes de contrôleurs - Participer systématiquement aux contrôles sensibles et aux contrôles anti-fraude - Accompagner les missions d'audit et de contrôle externes - Réaliser la supervision des constats de contrôles Le titulaire du poste doit pouvoir assurer environ 150 journées de contrôles agricoles sur place par an.	
Champ relationnel du poste	Les services de l'ASP, Les services déconcentrés de l'Etat	
Compétences liées au	**Savoirs :**	**Savoir-faire :**

poste	- Bonnes connaissances de l'exploitation agricole et des pratiques culturales et d'élevage - Bonnes connaissances des contrôles agricoles surfaciques et animaux - Bonnes connaissances des milieux géographiques et naturels en Corse - Maîtrise des outils informatiques spécifiques aux contrôles - Rigueur, disponibilité et autonomie	- Méthode et organisation - Aptitude au management - Aptitude au travail en équipe - Disponibilité, autonomie - Permis B indispensable, conduite en terrain difficile - Bonne condition physique
Personnes à contacter	**M. Olivier DEKESTER**, Directeur régional ASP Corse-PACA (tél 04 42 52 29 90) Mail : Olivier.dekester@asp-public.fr **M. Christophe JACQUES**, chef de service, chef de l'antenne ASP d'Ajaccio (tél 04 95 23 65 82) Mail : christophe.jacques@asp-public.fr **Mme Carole BEYSSAC**, Conseillère en recrutement, mobilité et formation (DRH/SEEC) Tél. 05.55.12.00.87 - courriel : mobilite@asp-public.fr	

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Agence de services et de paiement
Direction de l'emploi, de l'environnement et des politiques sociales (DIREEPS)
Service de l'ingénierie et du pilotage des projets informatique (SI2PI)

Siège Limoges – 2, rue du Maupas
87040 LIMOGES Cedex 1

REFERENT FONCTIONNEL (H/F)

Domaine des aides liées à l'énergie, l'environnement et l'emploi, en AMOA

N° du poste : L15156 **Catégorie : A**	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 2	**Groupe RIFSEEP ASP : 2**
Poste vacant / SREPES	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère en charge de l'Emploi. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil-sous-bois) et comporte un réseau de 17 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer. La Direction de l'emploi, de l'environnement et des politiques sociales (DIREEPS) assure la mise en œuvre opérationnelle des politiques publiques confiées à l'ASP dans les domaines de l'environnement, de l'emploi et des politiques sociales. Le service Ingénierie et Pilotage des Projets Informatiques (SI2PI) a en charge la maîtrise d'ouvrage opérationnelle et l'assistance à maîtrise d'ouvrage des outils de gestion et de paiement des aides publiques nationales et régionales.
Objectifs du poste	Au sein d'une équipe, contribuer à la mise en œuvre des procédures et au suivi et à l'animation de l'assistance du suivis de production des outils de gestion dans le domaine des aides liées à l'énergie, l'environnement et l'emploi.
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	Prendre en charge le support de production des outils de gestion et de paiement - Analyser les dysfonctionnements de production - Analyser les situations des utilisateurs de niveau expert et proposer des solutions - Recenser les besoins d'évolution et/ou de correction des outils

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">- Etre force de proposition dans l'accompagnement des utilisateurs
- Préparer et animer des revues de suivi des incidents
- Animer les formations
- Participer à la mise en place des suivis d'activité
- Assister les utilisateurs internes et externes (hot line, messagerie)
- Assurer la gestion des droits : définition des procédures et gestion des habilitations
- Remonter les alertes auprès de la hiérarchie</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Rattachée au chef du service de l’ingénierie et du pilotage des projets informatiques et au sein d’un secteur du service, la personne recrutée sera en contact avec les donneurs d’ordres (Ministère du travail, Ministère de l’Education Nationale, Ministère de la transition Ecologique et Solidaires,..) les partenaires de l’ASP, les équipes informatiques et les directions régionales de l'établissement.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs</td><td>Savoir-faire</td></tr>
<tr><td>- Suite bureautique Office
- Sens de la communication
- Capacité d’analyse et de synthèse
- Réactivité
- Sens des responsabilités
- Aides nationales, régionales et européennes (emploi, formation professionnelle…)</td><td>- Travailler en mode projet
- Autonomie
- Organiser, planifier les travaux
- Alerter, partager l’information
- Etre force de proposition
- Modéliser un processus
- Diagnostiquer, gérer les problèmes
- Produire la documentation</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Pour des questions relatives aux missions et objectifs du poste :
- Madame Christine NEEL-AHOUNOU – DIREEPS - Cheffe de service SI2PI christine.neel-ahounou@asp-public.fr – Tél : 05 55 12 06 78
- Monsieur Mathieu SOUMY – DIREEPS - Chef de service adjoint SI2PI mathieu.soumy@asp-public.fr – Tél : 05 55 12 01 56
Pour des questions relatives au recrutement et aux RH :
- Monsieur Nicolas LEBRAUD – DRH/SEEC – Conseiller recrutement, mobilité et formation – mobilite@asp-public.fr – Tél : 05 55 12 00 64
- Madame Myriam GASNIER – DIREEPS – Chargée de mission RH – myriam.gasnier@asp-public.fr -Tél : 05 55 12 00 95</td></tr>
</table>

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Agence de services et de paiement

Direction de l'emploi, de l'environnement et des politiques sociales
Service Animation, Gestion, Contrôle des aides (SAGC)

Siège Limoges – 2, rue du Maupas
87040 LIMOGES Cedex 1

GESTIONNAIRE DE PROCEDURES COMPLEXES (H/F)

N° du poste : L15038 **Catégorie : B**	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : NC	**Groupe RIFSEEP : 2**
Poste vacant	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Agence de services et de paiement est un établissement public pluri-ministériel riche de plus de 2000 collaborateurs en relation directe avec 13 ministères. En pleine expansion, il est l'un des premiers opérateurs de l'État avec un budget de plus de 19 milliard € en 2019, qui le conduit à innover constamment et à être toujours plus performant. Par ailleurs, il est le principal payeur des aides à l'emploi et le premier payeur européen d'aides agricoles. La Direction de l'emploi, de l'environnement et des politiques sociales (DIREEPS) assure la mise en œuvre opérationnelle de politiques publiques dans le domaine de l'emploi, de la formation professionnelle, de l'insertion ou de l'environnement. La DIREEPS met en œuvre une quarantaine de dispositifs pour trente ministères et agences, comme l'apprentissage, le chômage partiel, le service civique, le bonus écologique, le chèque énergie…. Au cœur de la DIREEPS, le service animation, gestion et contrôle des aides assure la mise en œuvre, le suivi et la gestion des dispositifs d'aides. À ce titre, il est notamment chargé de la mise en paiement des dossiers, de leur contrôle et d'apporter un appui juridique et réglementaire essentiel.
Objectifs du poste	Au sein du secteur « gestion » et en relation avec la chef de service, le titulaire gère un ou plusieurs dispositifs, dont le service civique, et assure une fonction d'animation, sur la base d'un ensemble réglementaire qu'il maîtrise, et dans le cadre des procédures administratives et informatiques correspondantes. Il collecte également les éléments permettant la coordination et le suivi de l'activité liée aux dispositifs confiés.
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	- Assurer des travaux d'instruction ou de gestion de dossiers nécessitant des connaissances techniques approfondies ; - Etre référent du ou des dispositifs confiés et répondre aux interrogations réglementaires des DR en s'appuyant sur le guide de procédures ; - Veiller à l'application de la réglementation et du cahier des charges ; - Fournir un appui réglementaire et/ou technique aux délégations régionales ;

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">- Rédiger les correspondances nécessitant des analyses réglementaires et techniques ;
- Recueillir les données qualitatives et quantitatives sur la gestion des dossiers ;
- Contribuer au pilotage des contrôles a posteriori en relation avec le chargé d'action ;
- Rendre compte de son travail au moyen de bilans, d'analyses statistiques, de notes ou de synthèses ;
- Assurer le relationnel avec les interlocuteurs externes et internes.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Le (la) titulaire du poste sera amené à travailler avec les directions et services du siège, les directions régionales ainsi que les partenaires externes de l'ASP (donneurs d'ordres ministériels notamment).</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>- Compétences bureautique ;
- Connaissance de l'environnement de la DIREPS ;
- Connaissance des règles liées aux écrits administratifs ;
- Connaissance des chaînes de traitement, informatique et des chaînes de paiement, et de leur articulation.</td><td>- Appliquer la réglementation et le cahier des charges du ou des dispositifs ;
- Assurer une assistance réglementaire ;
- Réactivité / sens des priorités,
- Travail en équipe / communiquer,
- Gérer une relation externe,
- Rigueur / fiabilité dans l'exécution des tâches,
- Capacité d'analyse de données qualitatives et quantitatives,
- Etablir des bilans, tableaux de bord, indicateurs de gestion,
- Rendre compte.</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Pour des questions relatives aux missions et objectifs du poste :

Madame Christiane Roulet Delsuc – DIREEPS - Cheffe de service SAGC – christiane.roulet-delsuc@asp-public.fr – Tél : 05 55 12 05 18

Madame Martine PAGES - DIREEPS – Cheffe de service adjointe SAGC - martine.pages@asp-public.fr - Tél : 05 55 12 03 23 -

Pour des questions relatives à l'aspect administratif et général du poste :

Myriam Gasnier – DIREEPS – Chargée de mission RH - myriam.gasnier@asp-public.fr

Monsieur Nicolas LEBRAUD - DRH/SEEC - Conseiller recrutement, mobilité et formation - mobilite@asp-public.fr - Tél : 05 55 12 00 64</td></tr>
</table>

Institut d'Enseignement Supérieur et de Recherche en Alimentation, Santé Animale, Sciences Agronomiques et de l'Environnement (VetAgro Sup)
Ecole Nationale des Services Vétérinaires (ENSV-FVI)
1 avenue Bourgelat – 69280 MARCY L'ETOILE

Responsable de la plateforme PRISME : formation en élevage et santé animale aux Suds

N° du poste : Mise à disposition Catégorie A +

Début de mission estimée : 1er février 2021 Affectation géographique : Montpellier
Profil statutaire : CADRE A+ DU MAAF (ISPV, IPEF, IAE, …)
Cotation : 3

PRESENTATION DE L'ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL	L'Ecole Nationale des Services Vétérinaires (ENSV-FVI) est, depuis 1973, l'école d'application du corps des Inspecteurs de Santé Publique Vétérinaire (ISPV). Centre collaborateur de l'OIE (organisation mondiale de la santé animale) pour la formation des vétérinaires officiels, elle est une référence mondiale en matière de formation des cadres opérationnels des services vétérinaires. Ecole interne de VetAgro Sup, l'ENSV-FVI assure une mission de formation professionnelle et de recherche, pour la conception, l'élaboration, la mise en œuvre, l'évaluation de l'action collective en santé publique vétérinaire et en matière d'alimentation (politiques publiques et action privée), pour l'ensemble de leurs acteurs, publics et privés. Depuis le 1er janvier 2020, elle comprend également un service « France Vétérinaire International », précédemment groupement d'intérêt public, qui poursuit au sein de l'ENSV-FVI, sur trois sites géographiques (Marcy l'Etoile, Paris, Montpellier) une activité de valorisation à l'international de l'expertise vétérinaire française. Ses actions couvrent les domaines de l'ingénierie de l'expertise, de l'ingénierie de formation et de l'offre de formation aux thématiques vétérinaires à l'international, grâce notamment à la palette de compétences de ses institutions membres. Un accord de partenariat spécifique entre l'ENSV-FVI et l'un de ses membres, le Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (Cirad), concerne le fonctionnement d'une équipe mixte ENSV-FVI-Cirad pour l'animation d'une plateforme de formation en élevage et santé animale en régions chaudes, conduite par l'agent de FVI, titulaire du poste objet de la présente fiche. Cette équipe est rattachée à l'unité ASTRE du Cirad, permettant une interaction formation-expertise-recherche avec 100 agents permanents.
CONTEXTE de la COLLABORATION ENSV-FVI - CIRAD	L'objectif de la collaboration entre l'ENSV-FVI et le Cirad est de développer des offres d'enseignement et de formation en santé et production animales à l'international et en particulier aux Suds, en associant les différents membres de la commission internationale ENSV-FVI et le Cirad en raison de leurs expertises respectives. L'ambition est également d'enrichir un portail d'accès à l'ensemble de l'offre de formation dans ces domaines, quel qu'en soit le format (formation diplômante, formation continue modulaire, distancielle ou/et présentielle, stages, etc.). Le principe est d'associer ces compétences et les moyens humains pour développer de la méthodologie, des outils d'ingénierie de formation, optimiser leur diffusion à travers les réseaux de tous les partenaires et membres de la commission internationale ENSV-FVI et du Cirad, favoriser les collaborations aux Suds pour le montage de projets, de formations et d'enseignements (internationaux) et contribuer à la mobilisation d'expertise, en lien avec ces actions de formation. Les outils et moyens développés par cette plateforme pour le montage de formations sont ouverts aux membres de la commission internationale ENSV-FVI et contribuent à la politique d'influence et à la promotion du savoir-faire français dans le domaine vétérinaire au sens large.
OBJECTIFS DU POSTE	La plateforme Prisme dédiée à la formation, l'enseignement et l'innovation pédagogique pour la transmission des savoirs en santé globale et élevage pour le Sud (Montpellier), est composée actuellement de 7 agents du Cirad (1 coordinatrice des enseignements, 1 chargé du numérique au service de la formation, 1 ingénieur pédagogique, 1 graphiste, 2 spécialistes multimédia et 1 assistante) et d'un agent de l'ENSV-FVI, responsable de l'équipe. Son pilotage est assuré par un comité technique de pilotage mixte Cirad-ENSV-FVI. Sous l'autorité de la directrice de l'ENSV-FVI, et en concertation avec la directrice de l'Unité ASTRE, le titulaire du poste doit mettre en œuvre le projet d'équipe et développer la plateforme Prisme en lien avec l'expertise épidémiologique notamment dans le cadre des réseaux régionaux de santé animale, et pour cela : • assurer la responsabilité de l'équipe Prisme de l'unité Astre, • identifier et coordonner l'offre de formation en élevage et santé animale en régions chaudes des membres de la commission internationale ENSV-FVI y compris le Cirad, • développer cette offre de formation (présentielle ou numérique) pour l'ENSV-FVI et le Cirad, • identifier les thématiques à développer pour contribuer au montage de

<table>
<tr><td></td><td>consortiums nationaux et internationaux (projets de formation) avec les membres de la commission internationale ENSV-FVI et les partenaires internationaux,
• engager des collaborations nationales et internationales pour le montage de produits de formation innovants (diplômante/continue/numérique) par le renforcement des liens avec des établissements de formation du Nord et du Sud
Le titulaire du poste s'appuie, pour atteindre ces objectifs, sur la Chargée de coordination de l'enseignement et de la formation et sur le Chargé du numérique au service de la formation de son équipe.</td></tr>
<tr><td>DESCRIPTIF DES ACTIVITES</td><td>Le titulaire du poste est plus particulièrement en charge de :
- la coordination et le management de l'équipe (animation opérationnelle, organisation des activités de l'équipe, suivi budgétaire, gestion des ressources humaines),
- la contribution et l'articulation de la stratégie de formation de l'unité Astre et du Cirad avec celle de l'ENSV-FVI (en prenant part aux instances de gouvernance de l'unité Astre et de l'ENSV-FVI ainsi que de l'unité mixte Pollenis de Cirad-Institut Agro),
- l'animation et l'évolution des enseignements diplômants (organisés avec différents établissements d'enseignement supérieur français) et des formations continues (organisées en modules spécialisés), notamment les masters SEMHA et GIMAT ainsi que la construction d'un Master international One Health.
- la construction d'offres de formation associant des partenaires français ou/et européens, et la construction de partenariats avec des établissements du Sud,
- le renforcement des partenariats internationaux, notamment avec les établissements de formation et universités en Afrique sub-saharienne,
- la mobilisation des compétences au sein des membres de la commission internationale ENSV-FVI (notamment du Cirad) et au delà,
- la veille sur projets et la réponse aux appels d'offre dans les domaines de la formation, ainsi que leur mise en œuvre,
- l'ingénierie de formation et l'ingénierie pédagogique multimédia (pour les produits numériques),
- le transfert des résultats de recherche aux travers des formations et de la vulgarisation des savoirs (autres supports),
- la contribution à l'ingénierie de formation et la production de supports/modules pour les réseaux de santé du Cirad (Caraïbe, Océan Indien, Asie, Afrique Australe) et les projets internationaux, en lien avec l'ingénieur de formation Cirad basé à La Réunion.
Il est également en charge de la mise en réseau des offres de formation des membres de la commission internationale ENSV-FVI au travers d'un portail d'information dont il assure la coordination. Il travaille pour que l'enrichissement progressif de ce réseau permette de répondre aux besoins de formation identifiés, notamment dans les pays du sud.
Il est enfin sollicité pour contribuer à d'autres missions de l'ENSV-FVI, dans la limite de 20 % de son temps, comme :
- la gestion d'opérations de l'ENSV-FVI dont la responsabilité lui est confiée (instruction, mise en œuvre, suivi) et missions d'expertise et de formation dans ses domaines de compétence ;
- l'accueil de délégations étrangères et l'organisation d'évènements.
Il travaille en lien étroit avec les équipes de l'ENSV-FVI de Paris et Marcy l'Etoile.
Déplacements réguliers sur Paris, Lyon et à l'étranger.</td></tr>
<tr><td>CHAMP RELATIONNEL DU POSTE</td><td>Agents et membres de la commission internationale de l'ENSV-FVI, partenaires du Cirad, partenaires internationaux institutionnels, autres intervenants dans le domaine de la formation, enseignement, développement et recherche appliquée au Nord et au Sud</td></tr>
<tr><td>COMPETENCES LIEES AU POSTE</td><td><table>
<tr><th>SAVOIRS</th><th>SAVOIR-FAIRE</th></tr>
<tr><td>- diplôme en santé animale (vétérinaire ou agronome)
- ingénierie de formation et multimédia (souhaitée)
- maîtrise de l'anglais nécessaire
- souhaité : expériences de coopération internationale et des pays du sud</td><td>- capacités managériales avérées
- capacité de fédérer et de diriger une équipe
- vision stratégique et transversale
- travail en équipe pluridisciplinaire,
- communication et animation de réseau de partenaires
- maîtrise des outils informatiques courants</td></tr>
</table></td></tr>
<tr><td>MODALITES DE CANDIDATURE</td><td>Les candidatures devront être transmises, accompagnées d'un CV actualisé et d'une lettre de motivation avant le 31 décembre 2021 aux points de contact ci-dessous</td></tr>
<tr><td>CONTACTS</td><td>Charles MARTINS-FERREIRA, Sous-Directeur Europe & International (DGAI), 251, Rue de Vaugirard – 75 732 PARIS cedex 15, Tél. : 01.49.55.81.20

Pierre PRIMOT, Sous-Directeur Adjoint (DGAI), 251, Rue de Vaugirard – 75 732 PARIS cedex 15, Tél. : 01.49.55.45.26

Nathalie GUERSON, Directrice de l'ENSV-FVI, 1 av. Bourgelat, 69 280 Marcy l'Etoile.
Tél : 04.78.25.45 – courriel : nathalie.guerson@vetagro-sup.fr

Sabine DIDIERLAURENT, Directrice adjointe de l'ENSV-FVI, 251 rue de Vaugirard, 75015 Paris. Tél. 01.49.55.60.94 – Courriel : sabine.didierlaurent@vetagro-sup.fr</td></tr>
</table>

	Nathalie VACHIERY, Directrice de l'unité ASTRE, Campus International de Baillarguet 34398 Montpellier. Tél. 04 67 59 37 12 – Courriel : nathalie.vachiery@cirad.fr
Pour en savoir plus	https://www.france-vet-international.fr/ https://formation-elevage-suds.cirad.fr/la-plateforme

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Institut Français du Cheval et de l'Equitation
Pôle accompagnement filière et pilotage stratégique – Direction des systèmes d'information - Service de gestion de projets et développement

Route de Troche 19230 Arnac Pompadour

Chef/Cheffe de projet informatique

N° du poste : **Catégorie : A fonctionnaire ou contractuel de droit public**	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A(*) : 1	**Groupes RIFSEEP : G2 en A (IAE ou Attaché)**
Poste susceptible d'être vacant. **Date limite pour candidater 21 février 2022** **Date de prise de poste : dès que possible à partir du 1er avril 2022**	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Institut Français du Cheval et de l'Équitation est un établissement public administratif sous double tutelle des Ministères en charge de l'agriculture et des sports. L'IFCE est au service des acteurs de la filière équine avec pour principales missions de : - Contribuer à la mise en œuvre des politiques de l'Etat en faveur de la filière équine : notamment la traçabilité zootechnique et sanitaire des équidés, l'appui économique à la filière et l'expertise réglementaire dans les domaines de l'élevage et des sports équestres. - Etre l'institut technique de référence de la filière par des activités de recherche appliquée, de transmission des savoirs (diffusion et formation professionnelle) et de valorisation du patrimoine équestre français.
Objectifs du poste	Le/La chef(fe) de projet informatique (CPI) travaille en lien direct avec l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour traduire les demandes utilisateurs en solutions informatiques. Ses missions exigent à la fois des compétences techniques et des savoir-faire organisationnels. Le/La CPI assure la responsabilité des développements et de la maintenance du périmètre applicatif qui lui est confié. Il/Elle élabore le cahier des charges techniques, le planning, évalue le temps de travail et le budget associé et sert d'interface entre les différents acteurs. Assisté(e) de prestataires, il/elle pilote à la fois la maintenance des logiciels en production et la réalisation d'un ou plusieurs projets informatiques. Les applications dont il/elle a la charge peuvent être aussi bien développées et hébergées en interne que des outils du marché, exploités en mode SaaS, il/elle pilote dans ce cas la relation avec le fournisseur et l'interfaçage avec le reste du SI. Il/elle peut également être amené à effectuer lui-même certains développements en fonction de la charge, du planning et de l'urgence.

	Le/La chef(fe) de projet informatique pilote en autonomie son activité conformément aux engagements en termes de qualité, de délais et de charges fixés en accord avec le responsable du service de Gestion de projets et développement. Le Système d'Information de l'IFCE est fortement orienté SOA et intègre les technologies Java, J2E, JBoss, Tomcat, BPM, BRMS, JSP, Software AG, PHP, Zend, Symfony, Java Bridge, Oracle, MySQL, Wordpress, Typo3, SAP/BI, SOLR. Il fait appel à de nombreux composants Open Source principalement exploités sous Linux RedHat ; le cadre de travail du chef de projet informatique (CPI) comprend entre autres les outils IntelliJ, Docker, Jenkins, Nexus, Kibana, Maven.
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	**Activités principales** - Participe à la définition des besoins et la formalisation des exigences du projet - Définit et coordonne la mise en œuvre des aspects techniques du projet - Contrôle la mise en œuvre, la qualité et le déploiement de la solution technique en lien fort avec les unités - Assurance qualité et PMO et le service Exploitation - Instruit les dossiers d'arbitrage technique d'aide à la décision - Supervise et participe à la réalisation des jeux d'essais de la recette technique - Planifie la réalisation du projet et l'utilisation des ressources avec le PMO - Organise le recours à des prestataires externes (lancement d'appels d'offre techniques ou utilisation des marchés existants), assure le suivi des fournisseurs - Anime, coordonne et pilote des équipes - Elabore et gère les budgets alloués - Vérifie le respect et l'utilisation des méthodes, normes et outils préconisés dans l'entité - Anticipe les risques, alerte le cas échéant et propose des actions correctrices - Organise les différents comités de suivi technique et participe aux comités de la maîtrise d'ouvrage - Rédige la documentation technique **Activités annexes** - Anticipe les risques **Conditions particulières de travail** Jours de télétravail possibles selon les règles en vigueur Déplacements possibles Forfait journalier des cadres autonomes
Champ relationnel du poste	**En interne** - Ensemble des agents de la DSI - Maîtrises d'ouvrage et maîtrises d'ouvrage déléguées de l'IFCE **En externe** - Prestataires - Partenaires - Ministères de tutelle

<table>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs / Savoir-faire :</td><td>Savoir-être :</td></tr>
<tr><td>- Achats publics (Pratique)
- Utilisation de logiciels (Expert)
- Analyse et développement informatique (Expert)
- Systèmes et exploitations informatiques (Maîtrise)
- Gestion de projets (Maîtrise)
- Expression écrite (Maîtrise)
- Expression orale (Maîtrise)
- Sécurité (Pratique)</td><td>- Etre autonome
- Etre force de proposition et d'initiative
- Etre orienté vers l'action et le résultat
- Avoir l’esprit d’équipe
- Avoir l'esprit ouvert et être capable de s'adapter</td></tr>
<tr><td>Conditions de recrutement</td><td colspan="2">Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d’Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d’origine.
Les agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public (en application des articles 3 et 4 de la loi n°84-16).

Ce poste, basé à Arnac-Pompadour (19230), s'adresse prioritairement à un ingénieur diplômé Bac +5 dans le domaine des technologies de l'information, expérimenté en architecture orientée services ; débutant motivé accepté.
Pour les contractuels salaire en fonction de la qualification et de l'expérience.
Embauche en CDD pouvant déboucher sur un CDI.</td></tr>
<tr><td>Prérequis (diplôme ou expérience)</td><td colspan="2">BAC + 5 en informatique
ou
5 ans d'expérience sur un poste similaire</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Personne à contacter pour plus de renseignements

M. Bruno BELTZER, Adjoint au DSI et Responsable du service de Gestion de projets et développement
courriel : bruno.beltzer@ifce.fr
Tel : 05.55.73.83.03 – 06.23.26.37.02.

Composition du dossier :
- CV
- Lettre de motivation
- Les trois derniers compte-rendu d’entretien professionnel
- Pour les fonctionnaires, le dernier arrêté de situation administrative

Renseignement sur le dossier de mobilité / à renvoyer à

Mme Loëtitia GERARD, Chargée de projet et développement RH – Tél : 05.55.73.83.08
Courriel : loetitia.gerard@ifce.fr ou drh-info@ifce.fr

Mme Elodie LISSART, Chargé de projet et développement RH – Tél : 05 55 98 59 35
Courriel : elodie.lissart@ifce.fr</td></tr>
</table>

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Institut Français du Cheval et de l'Equitation
Pôle développement innovation recherche – Plateau technique élevage
Domaine de La Valade, 19370 Chamberet

Soigneur – Gestionnaire domaine agricole

<table>
<tr><td colspan="2">N° du poste :
Catégorie : C fonctionnaire ou contractuel de droit public</td></tr>
<tr><td>Cotation parcours professionnel
postes catégorie A(*) :</td><td>Groupes RIFSEEP : G1 ou G2 selon le grade
de l'agent</td></tr>
<tr><td colspan="2">Vacant
Date limite pour candidater 20 janvier 2022
Date de prise de poste : dès que possible à partir du 1er février 2022</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td>L'Institut Français du Cheval et de l'Équitation est un établissement public administratif sous double tutelle des Ministères en charge de l'agriculture et des sports. L'IFCE est au service des acteurs de la filière équine avec pour principales missions de :

- Contribuer à la mise en œuvre des politiques de l'Etat en faveur de la filière équine : notamment la traçabilité zootechnique et sanitaire des équidés, l'appui économique à la filière et l'expertise réglementaire dans les domaines de l'élevage et des sports équestres.

- Etre l'institut technique de référence de la filière par des activités de recherche appliquée, de transmission des savoirs (diffusion et formation professionnelle) et de valorisation du patrimoine équestre français.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td>Le soigneur gestionnaire domaine agricole assure :
- L'ensemble des soins aux équidés qui lui sont confiés,
- L'alimentation des équidés,
- L'entretien des boxes et du matériel,
- L'entretien de l'exploitation agricole (suivi clôtures, pâturage, production de fourrages),
- Participation au suivi des expérimentations,
- La réception du fourrage et des fournitures de l'écurie,
- Gestion des stocks.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td>Activités principales
- Surveillance et soins des chevaux
- Distribution de l'alimentation
- Entretien et nettoyage
- Suivi et entretien des espaces verts
- Suivi et entretien des clôtures

Activités secondaires
- Bucheronnage
- Petites réparations
- Participation mesures animaux
- Participation mesures herbe
- Participation travaux agricoles (fourrages)

Conditions particulières de travail</td></tr>
</table>

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">Permanence d'écurie
Horaires particuliers
Travail week-end et les jours fériés
Travail en extérieur</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">En interne
- Maréchal-ferrant
- Cavalier/Meneur/Soigneur
- Agents Ifce

En externe
- Stagiaires
- Vétérinaire</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs / Savoir-faire :</td><td>Savoir-être :</td></tr>
<tr><td>Identification terrain des équidés (Initié)
Hygiène et soins des équidés (Pratique)
Alimentation des équidés (Pratique)
Education et manipulation des équidés (Pratique)
Pratique de l'équitation cavalier meneur jeunes chevaux (Initié)
Pratique de l'équitation cavalier meneur préparateur de chevaux (Initié)</td><td>Etre autonome
Etre orienté vers l'action et le résultat
Avoir l'esprit d'équipe</td></tr>
<tr><td>Conditions de recrutement</td><td colspan="2">Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d’Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d’origine.
Les agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public (en application des articles 3 et 4 de la loi n°84-16). CDD de un an renouvelable.</td></tr>
<tr><td>Prérequis (diplôme ou expérience)</td><td colspan="2">CAPA (certificat d'aptitudes professionnelles agricoles) soigneur ou BEPA soigneur
Ou
Expérience ouvrier agricole</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Personne à contacter pour plus de renseignements
Mme Laurence WIMEL, Responsable du site IFCE de Chamberet
courriel : laurence.wimel@ifce.fr
Tel : 05 55 98 19 00 ou 06 77 02 35 92

Composition du dossier :
- CV
- Lettre de motivation
- Les trois derniers compte-rendu d’entretien professionnel
- Pour les fonctionnaires, le dernier arrêté de situation administrative

Renseignement sur le dossier de mobilité / à renvoyer à :
Mme Loëtitia GERARD, Chargée de projet et développement RH – Tél : 05.55.73.83.08
Courriel : loetitia.gerard@ifce.fr ou drh-info@ifce.fr

Mme Elodie LISSART, Chargé de projet et développement RH – Tél : 05 55 98 59 35
Courriel : elodie.lissart@ifce.fr</td></tr>
</table>

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Institut Français du Cheval et de l'Equitation
Pôle développement innovation recherche – Plateau technique élevage
Domaine de La Valade, 19370 Chamberet

Soigneur – Gestionnaire domaine agricole

<table>
<tr><td colspan="2">N° du poste :
Catégorie : C fonctionnaire ou contractuel de droit public</td></tr>
<tr><td>Cotation parcours professionnel
postes catégorie A(*) :</td><td>Groupes RIFSEEP : G1 ou G2 selon le grade
de l'agent</td></tr>
<tr><td colspan="2">Vacant
Date limite pour candidater 20 janvier 2022
Date de prise de poste : dès que possible à partir du 1er février 2022</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td>L'Institut Français du Cheval et de l'Équitation est un établissement public administratif sous double tutelle des Ministères en charge de l'agriculture et des sports. L'IFCE est au service des acteurs de la filière équine avec pour principales missions de :

- Contribuer à la mise en œuvre des politiques de l'Etat en faveur de la filière équine : notamment la traçabilité zootechnique et sanitaire des équidés, l'appui économique à la filière et l'expertise réglementaire dans les domaines de l'élevage et des sports équestres.

- Etre l'institut technique de référence de la filière par des activités de recherche appliquée, de transmission des savoirs (diffusion et formation professionnelle) et de valorisation du patrimoine équestre français.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td>Le soigneur gestionnaire domaine agricole assure :
- L'ensemble des soins aux équidés qui lui sont confiés,
- L'alimentation des équidés,
- L'entretien des boxes et du matériel,
- L'entretien de l'exploitation agricole (suivi clôtures, pâturage, production de fourrages),
- Participation au suivi des expérimentations,
- La réception du fourrage et des fournitures de l'écurie,
- Gestion des stocks.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td>Activités principales
- Surveillance et soins des chevaux
- Distribution de l'alimentation
- Entretien et nettoyage
- Suivi et entretien des espaces verts
- Suivi et entretien des clôtures

Activités secondaires
- Bucheronnage
- Petites réparations
- Participation mesures animaux
- Participation mesures herbe
- Participation travaux agricoles (fourrages)

Conditions particulières de travail</td></tr>
</table>

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">Permanence d'écurie
Horaires particuliers
Travail week-end et les jours fériés
Travail en extérieur</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">En interne
- Maréchal-ferrant
- Cavalier/Meneur/Soigneur
- Agents Ifce

En externe
- Stagiaires
- Vétérinaire</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs / Savoir-faire :</td><td>Savoir-être :</td></tr>
<tr><td>Identification terrain des équidés (Initié)
Hygiène et soins des équidés (Pratique)
Alimentation des équidés (Pratique)
Education et manipulation des équidés (Pratique)
Pratique de l'équitation cavalier meneur jeunes chevaux (Initié)
Pratique de l'équitation cavalier meneur préparateur de chevaux (Initié)</td><td>Etre autonome
Etre orienté vers l'action et le résultat
Avoir l'esprit d'équipe</td></tr>
<tr><td>Conditions de recrutement</td><td colspan="2">Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d’Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d’origine.
Les agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public (en application des articles 3 et 4 de la loi n°84-16). CDD de un an renouvelable.</td></tr>
<tr><td>Prérequis (diplôme ou expérience)</td><td colspan="2">CAPA (certificat d'aptitudes professionnelles agricoles) soigneur ou BEPA soigneur
Ou
Expérience ouvrier agricole</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Personne à contacter pour plus de renseignements
Mme Laurence WIMEL, Responsable du site IFCE de Chamberet
courriel : laurence.wimel@ifce.fr
Tel : 05 55 98 19 00 ou 06 77 02 35 92

Composition du dossier :
- CV
- Lettre de motivation
- Les trois derniers compte-rendu d’entretien professionnel
- Pour les fonctionnaires, le dernier arrêté de situation administrative

Renseignement sur le dossier de mobilité / à renvoyer à :
Mme Loëtitia GERARD, Chargée de projet et développement RH – Tél : 05.55.73.83.08
Courriel : loetitia.gerard@ifce.fr ou drh-info@ifce.fr

Mme Elodie LISSART, Chargé de projet et développement RH – Tél : 05 55 98 59 35
Courriel : elodie.lissart@ifce.fr</td></tr>
</table>